

Bulletin d'histoire politique

Les intellectuels et le parti québécois

Daniel Latouche



Volume 3, Number 1, Fall 1994

Les intellectuels et la politique dans le Québec contemporain. Actes du colloque du 20 mai 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063453ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063453ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Latouche, D. (1994). Les intellectuels et le parti québécois. *Bulletin d'histoire politique*, 3(1), 85–90. <https://doi.org/10.7202/1063453ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

LES INTELLECTUELS ET LE PARTI QUÉBÉCOIS

Daniel Latouche

INRS-Urbanisation

Je n'ai pas de définition de l'intellectuel ni au Québec, ni ailleurs, mais si j'en avais une, ce pourrait être «l'intellectuel est généralement celui qui est la mauvaise personne à la mauvaise place au mauvais moment». Réussir les trois en même temps n'est pas facile et je ne prétends pas y être arrivé. Et quand on sait que la politique est l'art d'être la bonne personne, au bon moment et à la bonne place, on comprend tout de suite que les relations ne sont pas toujours faciles entre l'intellectuel et la politique.

Ma connaissance et ma pratique des relations entre les intellectuels et le P.Q. est colorée, faussée pourrait-on dire, par une situation particulière soit ma participation pendant deux ans au Bureau du premier ministre à Québec où j'ai agi à titre de conseiller pour les affaires constitutionnelles. L'importance d'une telle implication, surtout pour un politologue occulte toutes les autres expériences que l'on pourrait avoir, personnelle ou réflexive, sur la question des relations entre le PQ et les intellectuels. Mes propos seront donc personnels et ils n'illustreront qu'une facette des relations entre les intellectuels et le Parti Québécois durant les années 1970.

Une vue panoramique

Rappelons toutefois quelques évidences qui sont parfois oubliées dans les raccourcis des grandes fresques nostalgiques et des anecdotes personnelles. Le Parti Québécois a d'abord été un mouvement, le Mouvement Souveraineté-Association, né d'une rupture avec un parti politique aux longues traditions. Officiellement, le parti est né à la fin des années 1960 d'une fusion avec d'autres forces partisans. Cet acte de naissance assez mouvementé a eu une influence déterminante sur la suite des événements, du moins pour ce qui est des relations avec les intellectuels.

On a souvent l'impression que ce sont les intellectuels, le terme étant défini ici comme «l'ensemble des universitaires parlant et agissant sur la place publique», qui ont créé le PQ, ce dernier étant connu dès le début

comme un parti d'intellectuels. Il ne faudrait quand même pas oublier que sans René Lévesque, sans des «organiseurs» en provenance de la base libérale, sans le Ralliement national, il n'y aurait pas eu le PQ. Certes le parti est né dans la mouvance d'une idée, celui de la souveraineté québécoise, et cette idée a eu dès le début besoin d'être clarifiée, enrichie et débattue. Elle a nécessairement donné lieu à des débats surtout lorsqu'elle a voulu se transformer en un projet de société.

Le caractère global de l'entreprise péquiste et son insertion très rapide dans l'action politique de nature parlementaire et légale (on oublie trop souvent le FLQ qui eut lui aussi ses intellectuels et même ses théoriciens), globalité et action donc sont les deux paramètres qu'il ne faut pas perdre de vue lorsqu'on parle du PQ.

Il ne faut pas perdre de vue les changements profonds qui marquent la société québécoise de cette période et qu'on résume un peu trop facilement sous l'appellation de «Révolution tranquille». Il n'y a pas de doute que les années 1960 ont confirmé l'importance et l'efficacité d'une action gouvernementale et de l'encadrement étatique. En 1965 et en 1970, on pouvait encore «faire des choses». Mais l'élection de 1966 et les tensions des années premières de la décennie 1970 nous rappellent aussi les limites d'un gouvernement empêtré dans le quotidien et confronté à une réalité — une société civile dirait-on aujourd'hui — qui se laisse difficilement modeler.

On peut aimer la nostalgie, elle ne devrait quand même pas nous faire oublier le comment véritable des choses passées. La période 1965-1975 ne furent pas des années roses pour le Québec. De l'effervescence et de l'agitation oui, mais une transformation profonde, j'en doute. Ne parlons pas d'années noires, peut-être d'années grises et pâles. Au moment où naît le PQ, il y a déjà quelques grains de sable dans la «machine» québécoise et d'ailleurs, les résultats ne sont pas toujours à la hauteur des attentes qu'elle avait elle-même créées.

Deux transformations, par contre, ne semblent — rétroactivement c'est toujours plus facile — avoir joué un rôle déterminant dans l'«installation» du Parti Québécois sur la scène québécoise : l'augmentation considérable des effectifs scolaires et scolarisés et la généralisation du fonctionnement en réseau. La combinaison du baby-boom — n'oublions pas que les baby boomers ont déjà été jeunes — et de la réforme du système d'éducation ont eu un impact à la fois immédiat et palpable sur le paysage socio-politique du Québec. Peu importe les erreurs du ministère de l'Éducation, la baisse de qualité, le mauvais encadrement, les faits sont-là. Entre 1965 et 1975, le niveau et le volume montent. L'école devient l'une des institutions majeures de notre société.

De plus, celle-ci prend définitivement le virage du fonctionnement en réseau. À ce sujet on ne répétera jamais assez l'importance de la création de l'Université du Québec, de son organisation interne (les modules) et régionale (les constituantes) sur la pensée et l'action administrative au Québec. Lorsque le PQ vient au monde, il arrive à un moment où l'idée de quadrillage s'est déjà concrétisée.

Une vision microscopique

Je reviens à une expérience plus terre-à-terre et je saute quelques années. Je demeure cependant convaincu que les années 1976-1980 du gouvernement péquiste ne sont compréhensibles que si on se place dans le contexte de la période 1966-1970. Est-ce l'histoire qui était en avance ou le PQ en retard, je ne saurais le dire.

L'intellectuel entretient une relation particulière face à la réflexion sur sa propre position en tant qu'intellectuel. Il s'en méfie et il s'y retrouve (forcément) à la fois. Il n'y a que les intellectuels pour discourir sur le statut des intellectuels dans la société. Comment intellectualiser à partir de son «Je»? Par ailleurs, parler de son «Je» pour un intellectuel, lui est relativement facile, lui qui, par définition, est un «Je» qui parle¹.

Ce que j'ai à dire relève plutôt du mode d'emploi pour ceux et celles qui voudraient devenir à leur tour conseillers du Prince. Ce que je décris, c'est une pratique, un vécu politique dont la quotidienneté, vous allez être d'accord avec moi, est plutôt désarmante. La réalité toute personnelle que je décris est donc celle d'un intellectuel dans un appareil politique.

La première chose qui m'a frappé, c'est l'importance cruciale de la présence continue, de la proximité et de la permanence physique dans le travail politique. Être là, sur place, à côté du premier ministre ou du ministre, voilà une préoccupation de tous les instants de la part de ceux qui veulent participer au pouvoir. Par contre, le travail intellectuel est une pratique de l'isolement et du retrait. C'est une volonté souvent d'être ailleurs, pour avoir un regard, une perspective sur les phénomènes. Mais le pouvoir ne peut pas être exercé sans une proximité de tous les instants, proximité physique et spatiales, être là, tout le temps, tout le temps, tout le temps.

Pour moi, le contact avec le pouvoir politique a d'abord été une rencontre avec les manifestations physiques de ce dernier. Peut-être était-ce à cause des conditions particulières de mon arrivée — j'arrivais d'un long séjour sur un voilier loin, très loin du Québec — mais j'ai eu passablement de difficultés à m'acclimater à un environnement où il ne suffisait pas

d'avoir des idées et des démonstrations pour que celles-ci prennent immédiatement toute la place qu'on croit qu'elles méritent. C'est d'ailleurs de cette première rencontre avec le côté «physico-spatial» — vous m'excuserez cet emprunt au jargon des aménagistes — que date mon propre virage professionnel vers des problématiques plus près du bâti et de l'architecture. Mais cela est une autre question.

Deuxièmement, et cela m'a pris un certain temps pour m'en rendre compte, un gouvernement est avant tout une organisation. Ce n'est pas une institution. Les intellectuels, québécois, surtout ceux de ma génération, sont surtout des gens qui travaillent et qui ont appris à travailler dans des institutions (qui peuvent aussi, j'en conviens, être des organisations). L'intellectuel en institution et l'intellectuel dans une organisation, c'est-à-dire au sein d'une configuration très ouverte de pouvoir, n'opèrent pas selon la même grille. En d'autres mots, on peut être dérangeant dans une institution, à l'université par exemple, mais beaucoup moins dans une organisation comme le Bureau du premier ministre. La fonction critique de l'intellectuel s'en trouve nécessairement affectée.

Encore une fois, il faudrait pouvoir s'entendre sur une définition de l'intellectuel et surtout sur la nature de son travail. On a les définitions généreuses au Québec et on hésite avant d'exclure quiconque du groupe. Je n'ai encore jamais rencontré un intellectuel québécois refuser le label d'intellectuel à quelqu'un d'autre. Le livre, la salle de cours, le journal et la radio-télévision sont les lieux et les moyens dont l'intellectuel se sert le plus et Dieu sait si leur nombre s'est multiplié au Québec entre 1965 et 1975. Et il n'est pas le seul à le faire. Ce qui le distingue par contre c'est sa prétention à comprendre et à expliquer le monde qui l'entoure avec, en prime, un désir et peut-être une volonté de le voir changer. Tous ces éléments — les lieux et les moyens de diffusion, la prétention à comprendre et à expliquer et le désir de changement — font partie de la constellation de l'intellectuel. Dès que l'une est absente ou se retrouve avec quelqu'un d'autre: l'universitaire, le militant, le commentateur, le journaliste peu importe, mais pas l'intellectuel.

C'est la combinaison de ces éléments qui définit ce que j'appelle la fonction critique. L'institution, surtout l'université, permet l'éclosion de cette fonction critique. L'organisation beaucoup moins. Il ne faut donc pas se surprendre si nos intellectuels ont surtout «fleuri» dans l'une ou l'autre de nos institutions: l'Église, l'Université, les médias.

Autre chose que j'ai remarqué, la troisième je crois: l'action politique, les partis politiques, surtout s'ils sont au pouvoir, tout cela est un monde de

gens heureux, optimistes et volontaires. La gestion de l'inquiétude, qui est le propre de l'intellectuel concorde donc assez mal avec une organisation où la gestion du bonheur est une préoccupation essentielle. La joie d'être là, d'être «dedans», d'être en groupe, parmi ceux qui nous ressemblent est une caractéristique fondamentale de nos organisations politiques. Autrement, la vie y est probablement intenable. L'intellectuel, par définition, ne fait pas dans le bonheur. Un colloque n'est pas la place idéale pour étaler ses états d'âme et sa vie personnelle, mais on ne peut vraiment pas comprendre l'intellectuel ce magicien permanent de la relation entre le «Je» et les «Autres» sans s'attarder à sa biographie. Marx, on le sait est avant tout un père de famille. Poulantzas, Althusser, Fanon et, pourquoi pas, Malraux et Attali, sont avant tout des parcours individuels avant d'être des vies d'intellectuels. Au Québec, où les chambardements des valeurs ont été aussi rapides et les générations très marquées, cet entrecroisement du public et du privé est fondamental.

Le pouvoir d'un intellectuel dans un appareil, c'est avant tout, selon mon expérience, le pouvoir des mots, les mots qu'on écrit surtout. Et les mots ultimes — je parle évidemment des chiffres — donnent encore plus de pouvoir. J'ai remarqué que mon statut au BPM a changé le jour où je pouvais, grâce à la complicité d'Édouard Cloutier, me promener dans les corridors — les fameux corridors du pouvoir — avec du «output» de «computer». Je pouvais lire sur le visage de mes collègues: «Il a accès à l'information!» Mais revenons aux mots et à l'écriture. C'est à Québec que j'ai appris l'importance des mots, celle d'être capable d'écrire les choses, de les nommer de multiples façons, dans des longs textes, des courts textes, des textes importants, sans importance. Peu importe, mais écrire. J'ai croisé passablement d'intellectuels dans les appareils d'État du Québec — c'est la même chose à Ottawa, à Washington et à Paris — et partout c'est le même phénomène.

Cinquièmement, c'est à Québec aussi que j'ai appris que le pouvoir d'un intellectuel en politique est quelque chose qui suscite l'admiration, l'envie et le respect... mais à l'extérieur de l'appareil d'État. À l'intérieur, tant dans la fonction publique qu'auprès des autres membres influents de l'équipe gouvernementale, votre statut est à peu près nul. Weber l'avait bien compris. Le shaman ne peut guère évincer le bureaucrate sur son terrain privilégié, celui des règles et des normes. Comment opérer dans une hiérarchie? Quel place y occuper? Comment s'y retrouver?

La gestion de la durée

Je terminerai par quelques remarques plus générales sur les intellectuels. La relation avec le PQ en a été une, surtout dans les années 1970, de confrontation constante avec le combat, le succès, et finalement avec l'échec politique. Ce qui m'a le plus étonné dans le discours des intellectuels sur eux-mêmes surtout après l'échec référendaire, c'est l'incapacité de faire face à un échec. La déprime, rappelez-vous en, a été considérable. Il s'en est suivi toute une série de lamentations autour du thème: «le silence des intellectuels». Les intellectuels québécois sont avant tout des gens pressés. Ils n'auraient pu survive en Irlande ou en Pologne.

La confrontation avec le PQ a aussi permis de mettre à jour les contradictions et les faiblesses des intellectuels au Québec. La difficulté pour les intellectuels québécois de passer d'un rôle d'opposition dans les années 50, à celui de critique active et solidaire en est une bonne illustration. Cette incapacité les a souvent amené à chercher refuge dans la cléricature, celle du langage, du discours et de l'analyse.

Finalement, cette réflexion m'amène à me demander : a-t-on vraiment des intellectuels au Québec? Nous avons tous tendance à nous rassurer sur notre existence collective en «nommant des noms». Je le ferai à mon tour. Si j'avais à nommer des intellectuels québécois, j'en nommerais surtout deux, Claude Ryan, qui m'apparaît l'intellectuel organique tout à fait typique, et quelqu'un dont le nom est rarement mentionné : Pierre Maheu, de *Parti Pris*. On a peu d'intellectuels, on a des intellectualisants, comme on a peu d'écrivains, mais beaucoup d'écrivains. Je me trompe peut-être mais je ne crois pas qu'il y ait eu beaucoup de «gestes» intellectuels posés au Québec. Et sans le geste, la parole n'a guère d'impact.

Note

1. Autre remarque préliminaire qui s'impose, soit le fait que l'un de mes dossiers au BMP était précisément celui des intellectuels, une catégorie qui vous vous en doutez bien, n'a pas la même définition dans les officines du pouvoir que dans les essais des sociologues.